

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » Lucie Aubrac

Compte Rendu CTL du 8 octobre 2018

Ordre du Jour

Réorganisations 2019 (2ème présentation) :

- Réorganisation des cellules CSP
- Fusion des SAID des SIP d'Auray, Lorient et Vannes

Déclaration liminaire : En introduction les élu.e.s **Solidaires Finances Publiques** ont lu une déclaration liminaire (cf dernières pages).

Nous avons remis les pétitions des usagers du Centre Morbihan pour transmission au Directeur Général et au Ministre G. DARMANIN.

Aucune réponse du DDFIP 56 à notre déclaration liminaire alors que nous avons appris dans la soirée **le maintien de la Trésorerie de BAUD...**

Réorganisations 2019 :

L'ensemble des organisations syndicales, comme **Solidaires**, a voté **contre** ces projets lors du CTL du 29 septembre dernier.

Face à ce vote unanime, le Directeur avait l'obligation de nous représenter ces réorganisations "amendées voire modifiées".

Après réflexion, "il ne peut pas changer ces projets sans renoncer aux restructurations demandées par la Direction Générale."

Le DDFIP 56 maintient donc ces projets en l'état.

- **Réorganisation des cellules CSP :**

La Direction s'est engagée à recevoir chaque agent en entretien individuel.

Nous avons longuement débattu sur le calibrage de la mission et sur les règles de gestion ainsi que sur la pérennité de l'antenne Lorientaise ?

Solidaires avait convoqué une experte nationale (Christine Moncomble Capiste Nationale) pour la partie "règles de gestion".

Concernant la création de l'antenne lorientaise du PCR, **Solidaires** a interrogé la Direction sur les modalités d'identification de cette nouvelle structure au Tagerfip (Tableau de gestion des emplois de référence des finances publiques).

Cette question est primordiale car les droits et garanties des agents en matière de gestion (mutations, affectations, priorités.....) découlent de l'identification de la structure dont la création doit être demandée à la Direction Générale.

Pourtant, notre question légitime a visiblement déplu à la Direction qui nous a reproché de nous "immiscer dans sa cuisine interne"...tout en répondant que la création serait demandée en son temps

L'antenne lorientaise étant créée au 1er janvier 2019, et les agents de Lorient (et de Vannes) actuellement en cellule CSP étant dans l'obligation de suivre la mission (selon les règles de gestion à ce jour en vigueur), nous veillerons au suivi des actions engagées par la Direction auprès de l'administration centrale, et n'en déplaise à certains... nous continuerons à nous "immiscer" pour défendre les agents....!!!

Nous sommes dans notre rôle, et nous respectons à tous les niveaux, le mandat que nous ont confié les agents.





Section du Morbihan

Concernant les agents ALD (à la disposition) actuellement dans le périmètre de réorganisation du PCR, nous avons demandé à la direction ses intentions dans la perspective de la préfiguration des affectations au département (1er septembre 2019). Aucune réponse claire ne nous a été fournie en séance, et nos questions ont donné lieu, dans les rangs de l'administration, à chuchotements entre ses membres et à réponses incomplètes et floues..!

Cela nous donnerait presque à penser que la Direction du Morbihan a l'intention de bricoler comme ça l'arrange...

Concernant les collègues de la cellule CSP d'Auray qui avaient le choix de suivre leur mission ou pas (à Vannes ou Lorient), la direction nous a informé que les agents qui ne souhaitaient pas suivre la mission seraient affectés en Sip à Auray. La transparence n'étant pas la qualité 1ère de la Direction , nous avons dû insister pour connaître les affectations précises des collègues, et ainsi apprendre que les postes vacants d'Auray en catégorie C seraient transformés en B lors du prochain exercice "emplois" (ou plus exactement "exercice suppressions d'emplois").

L'ensemble des élu.e.s et des militant.e.s de Solidaires Finances Publiques de la section du Morbihan reste à l'écoute et à la disposition de tous les collègues sur ces questions.

Nous avons, à nouveau, voté contre ce projet.

- Fusion des secteurs d'assiette des SIP d'Auray, Lorient et Vannes :

La Direction propose ces projets de fusions afin "d'accompagner et de faciliter la bonne réalisation des missions au sein des SIP en mutualisant les moyens par effet de masse..."

Solidaires a porté la voix des agents et leur mal-être au travail.

Solidaires a réaffirmé son opposition à ces restructurations à "**marche forcée**".

Nous avons, à nouveau, voté contre ce projet.

Déclaration Liminaire :

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques a décidé de s'associer à la journée de mobilisation interprofessionnelle et unitaire du 9 octobre. Nous voulons faire de cette journée un moment d'expression de la colère et du refus, mais aussi de revendications et d'alternatives. Colère vis-à-vis des pouvoirs publics et administratifs qui ont décidé de sacrifier la DGFIP sur l'autel de leur idéologie ultralibérale. Refus de voir nos missions bradées, dépecées, nos repères professionnels bouleversés, nos vies personnelles sacrifiées, nos conditions de travail détériorées.

Cette colère et ce refus sont partagés par bien des fonctionnaires qui vivent les mêmes attaques. L'intersyndicale Fonction Publique (**Solidaires**, CGT, FO, FSU, FA-FP) appelle également à la grève. Nous défilerons aux côtés des jeunes, des chômeurs et des précaires, des salariés du privé et des retraités pour clâmer ensemble que d'autres choix sont possibles ! Nulle table de la loi impose les suppressions d'emplois massives à la DGFIP, la baisse du pouvoir d'achat, la désagrégation d'un statut, garantie pour les agent.e.s et les administré.e.s, la liquidation des CHSCT, des abandons de pans entiers de nos missions, leur transfert à des organismes privés et la marchandisation de celles-ci.

Partager les richesses, pour plus de justice sociale et fiscale, la solution est là, sous nos yeux !

Le 9 octobre, faisons-la émerger par notre présence massive dans les manifestations. Portons aussi dans les cortèges nos revendications communes et celles qui nous sont propres :

- Le dégel de la valeur du point d'indice et des augmentations générales des salaires
- L'arrêt des réformes régressives engagées contre les intérêts des usager.e.s et des personnels

Section du Morbihan

- La défense et le développement des missions publiques
- Le renforcement du statut général et des statuts particuliers
- Une vraie amélioration de nos conditions de travail
- Un vaste plan de qualification et de transformations d'emplois de C en B et de B en A
- Le retour à des règles de gestion claires et équitables
- Le maintien du code des pensions civiles et militaires

Pour **Solidaires Finances Publiques**, cette journée ne constitue que la première pierre de la construction d'un rapport de force inscrit dans la durée. Donnons-nous de la force, réarmons-nous pour inverser les choses, à la DGFIP, dans la Fonction publique, dans la société toute entière.

Soyons toutes et tous mobilisés le 9 octobre 2018. Il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !

Il est urgent de revendiquer un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales.

A ce titre, les agent.e.s de la **Trésorerie de BAUD** ont adressé à l'intersyndicale des Finances Publiques du Morbihan de nombreuses pétitions « **Non à la fermeture** » signées par les usager.e.s du service public en Centre Morbihan.

Vous avez proposé au Ministre la fermeture de la Trésorerie de Baud au 1er janvier 2019. Cette suppression intervient dans le cadre de la restructuration des services sous prétexte d'économies budgétaires engagées par l'État.

Nous rappelons que cette Trésorerie assure un service public de qualité et de proximité, nécessaire à la population et aux collectivités locales, en milieu rural. Le service public est un élément incontournable de la vie de nos territoires, son caractère de proximité doit être préservé à tout prix, la réception des contribuables et des usagers doit constituer la mission première de la DGFIP.

La décision arbitraire de l'administration ne tient compte ni de l'avis des élus locaux, majoritairement contre, ni des préoccupations des usagers qui ne sont pas consultés, ni des personnels qui ne sont pas écoutés.

L'intersyndicale (Solidaires-CGT-FO-CFDT) des Finances Publiques du Morbihan vous demande de remettre au Directeur Général ainsi qu'au Ministre ces pétitions.

Les élu-e-s Solidaires Finances Publiques au CTL du Morbihan

Yannick LE SAUSSE - Annie RIO
Colette LE FALHER - Marie-France COUPRIE
Annick LE GAL – Annie CHRISTIEN
Nicolas LHUILLERY - Nicolas GAUTHIER
Experte : Christine MONCOMBLE (CAPN)

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/560/>

<https://solidairesfinancespubliques.org/>

<https://www.facebook.com/solidairesfinancespubliques56/>

